

Déclaration de politique générale

Le chef du gouvernement de la junte livre un discours irréal

Par DE

Emmanuel Issoze Ngondet a présenté son discours de politique générale à l'Assemblée nationale la semaine dernière. On ne sait pas si c'est à cause de la délocalisation de sa prestation en dehors du cadre de l'hémicycle habituel, à savoir dans un coin du hall de l'Assemblée nationale détruite en partie par le feu, à croire que la junte n'a plus de moyens pour louer un cadre plus approprié pour un tel exercice ou pour refaire l'Assemblée nationale. L'homme a développé un discours surréaliste dans lequel l'esprit de BOA était malheureusement présent. De bout en bout, cet exercice n'aura été que mensonges. Sans un mot pour le secteur éducatif pourtant en grève depuis la rentrée de classes décrétée par la junte pour le 31 octobre 2016, le chef du gouvernement de la junte ira jusqu'à faire croire que l'organisation de la Coupe d'Afrique des nations (à Port-Gentil, Ntchengué sera le nouveau quartier résidentiel à l'image d'Agondjé) sera bénéfique pour les Gabonais. Aussi s'est-il offusqué que des patriotes

puissent s'opposer à une telle initiative. Du grand art dans le mensonge.

Ce discours est dans le pur style de BOA qui croit qu'il suffit de débiter des mots ou produire une maquette pour que tout devienne réalité. Issoze Ngondet a promis tout et son contraire. A croire que le cuspodien ne sait pas que les ressources de l'Etat ont diminué de manière drastique. Pas moins de 1 100 milliards de recette pétrolière propre encore l'année dernière, 400 milliards seulement escomptés pour cette année. Que le niveau de l'endettement est devenu insoutenable. Dans ces conditions, il ne pourra pas faire le millième de tout ce qu'il a promis. Avec quel moyen va-t-il créer le fonds de garantie des PME ? Avec quelles ressources va-t-il relancer l'école des cadres d'Oyem ? Voudrait-il dire par là que Daniel Ona Ondo, natif du coin et adepte jusqu'à l'os de la géopolitique, n'a pas voulu la renaissance de cette école ? Les très nombreux autres fonds déjà créés ; le fonds souverain du Gabon, le fonds forêt... ne sont pas alimentés. Le cuspodien croit que son fonds des PME aura de la ressource dans un contexte où



BOA donne la priorité à l'événementiel. Priorité qu'il est venu défendre devant l'Assemblée nationale, en bon thuriféraire.

Au lieu de se lancer dans des projets totalement fictifs, car il n'en a pas les moyens, le Premier ministre de la junte aurait mieux fait, au poste où il est, de demander aux députés de régler d'abord les urgences qu'il a laissées en suspens au ministère des Affaires étrangères. Notamment les notes impayées de plusieurs ambas-

sades et chancelleries du Gabon à l'étranger. Les employés de l'ambassade du Gabon en Suisse accusent des arriérés de salaires. Les enfants des diplomates gabonais à l'étranger ne sont plus scolarisés au frais de l'Etat comme cela devait être la règle, les locaux de nombreuses chancelleries tombent en ruine. Ce sont des actes que le Premier ministre de la junte aurait dû inscrire dans son agenda et pour lesquels il aurait dû solliciter l'appui du Parlement. Cela aurait donné un peu de crédit

aux paroles du cuspodien. Cela pouvait contribuer à donner l'assurance au peuple gabonais que lorsqu'Issozet parle, route, éducation, agriculture, sécurité, santé, logement, cela est revêtu du sceau de la sincérité. Puisqu'étant parvenu à régler les difficultés qu'il a laissées au ministère des Affaires étrangères, département dans lequel il a fait l'essentiel de sa carrière. Malheureusement, le Premier ministre de la junte a donné l'impression qu'à des moments, son discours avait été écrit par Raymond Ndong Sima. Tant les similitudes étaient grandes. Notamment la très infructueuse politique de réduction du coût de la vie par la réduction des taxes douanières et portuaires. En dehors de la pieuvre Delta Synergie qui y trouverait son compte, parce que actionnaire de plusieurs sociétés de négoce, une telle mesure n'a jamais permis de développer ni l'agriculture localement, ni l'industrie du Gabon. Elle n'a même pas atteint l'objectif de réduction du coût de la vie.

Le député Narcisse Massala Tsamba, de l'Union pour une nouvelle République (Upnr), n'a pas cru à ce tissu des mensonges. Il a indiqué au chef du gouvernement de la junte qu'au lieu de se lancer dans des projets grandiloquents, il devrait plutôt s'atteler d'abord simplement à ce que « les enfants aillent à l'école, les Gabonais puissent se soigner.... ». Cela sera déjà suffisant pour faire en sorte que la société gabonaise retrouve ses marques. Malgré la présence au gouvernement de son fils, la député Albertine Maganga Moussavou a voulu que le Premier ministre de la junte se borne à indiquer comment il compte faire pour que « les cours reprennent ». Une donnée qui ne dépend pourtant que de la « fourniture des tables bancs dans nos écoles ». Une manière d'indiquer à Issoze Ngondet qu'elle ne croit pas à ses grandes envolées lyriques. Mais le fait d'être assise à la table de BOA désormais l'empêche de cracher dans la soupe.

(Nous y reviendrons)

BCFI Bank

La banque des riches finance